

### Questions orales

échange, National Sea serait en bien plus mauvaise posture que maintenant.

**M. Barrett:** Monsieur le Président, le ministre dans sa réponse élève notre relation au niveau du copinage.

#### LES PERTES D'EMPLOIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

**M. David Barrett (Esquimalt—Juan de Fuca):** Il est vrai que nous ne pouvons rendre les eaux plus poissonneuses, mais les propriétaires des usines décident où ils mettent le poisson en boîte. Depuis l'Accord de libre-échange, le poisson est mis en boîte dans des usines américaines pendant que des usines canadiennes ferment leurs portes. C'est la même chose qu'en Colombie-Britannique, alors que le ministre avait dit que nous ne perdions aucun emploi.

Le ministre est-il prêt à respecter sa parole et à lutter pour les droits des travailleurs du Canada atlantique, ou y a-t-il renoncé pour embrasser la carrière de comédien?

**L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, le député ne s'y connaît pas beaucoup en fait de pêche sur la côte est, car la National Sea ne met pas le poisson en boîte, elle prépare des filets frais, congelés ou sous d'autres formes. La clef du problème est qu'on ne peut mettre le poisson ou quoi que ce soit d'autre dans un emballage ou en boîte à moins qu'il ne soit pris. Le poisson commence à se faire rare et le nombre des usines augmente, ce qui pose un grave problème que nous devons nous employer à résoudre. Je ferai tous mes efforts pour redresser la situation.

**Des voix:** Bravo!

**M. le Président:** Le député de Hamilton-Ouest, une seule question supplémentaire, s'il vous plaît.

\* \* \*

#### LES AÉROPORTS

##### L'AVENIR DE L'AÉROPORT DE HAMILTON

**M. Stan Keyes (Hamilton—Ouest):** Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire faisant suite à celle qui portait sur l'Aéroport international Pearson. Étant donné la situation de ce dernier, et l'annonce du ministre des Transports voulant que l'aéroport de Hamilton ait de bonnes chances d'être retenu dans les plans d'ensemble du sud-ouest ontarien, le ministre d'État chargé des Transports pourrait-il nous dire ce qu'il en est des négociations sur cette solution de rechange viable qu'est l'aéroport de Hamilton?

**L'hon. Shirley Martin (ministre d'État (Transports)):** Monsieur le Président, permettez-moi de citer le président régional de Hamilton Wentworth: «Tous les éléments se mettent en place merveilleusement bien et tout le travail accompli depuis trois mois par le comité de l'aéroport et le conseil régional commence à porter fruit.» Il y a beaucoup de retombées pour Hamilton. Par exemple, United Parcel Service situé à l'extérieur de Hamilton, a proposé d'assurer ses services à partir de Hamilton. Nous offrons maintenant des vols vers Minaki Lodge dans le nord de l'Ontario pour ceux qui veulent chasser et pêcher. Il y aura encore bien d'autres choses.

\* \* \*

[Français]

#### LE BUDGET

##### LES SERVICES DE SANTÉ—LES RAISONS DES COUPURES BUDGÉTAIRES

**M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le sénateur conservateur, je répète bien, «conservateur», le Dr Paul David, éminent chirurgien en cardiologie et fondateur de l'Institut de cardiologie de Montréal, a déclaré dans un discours, au Sénat, que notre système de santé était en très grande difficulté à cause du manque de financement, que l'engorgement dans les salles d'urgence, l'allongement des listes d'attente, la suppression des lits dans les hôpitaux et la détérioration des équipements, sont dus à un manque d'argent. De plus, il a déclaré qu'à cause du vieillissement de la population et de l'amélioration dans les découvertes de la médecine, le système de santé sera plus visible et insupportable pour les malades.

Est-ce que le ministre, maintenant, face à un éminent médecin, peut nous expliquer pour quelles raisons il a préféré désindexer une deuxième fois, de 1 p. 100, la contribution financière du gouvernement fédéral au système de santé plutôt que de taxer le système des banques?

[Traduction]

**L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances):** Monsieur le Président, nous imposons le système bancaire. Nous avons prévu une nouvelle taxe pour le système bancaire dans ce budget.

Contrairement à ce que certains disent de la nouvelle taxe sur les produits et les services, celle-ci s'appliquera également au système bancaire. Nous avons tenu compte des banques dans les réformes fiscales.

Le député a posé une question sur le financement des programmes établis. Je lui avais dit hier à la Chambre, comme à d'autres députés, que nous ne diminuons pas les